

Motion unitaire des élus en Capl des Inspecteurs

Recours suite à entretien professionnel : une Cap locale inacceptable !

Mercredi 18 septembre s'est tenue la Cap locale pour évoquer les dossiers des collègues inspecteurs du département. C'était l'occasion pour les représentants des personnels de découvrir les pratiques de l'administration suite à la création du nouveau dispositif d'évaluation.

Nous dénonçons solennellement les conditions dans lesquelles s'est tenue cette réunion avec position dogmatique de la part des représentants de l'administration :

Sur les 5 dossiers qui étaient présentés au débat, aucun n'a obtenu la moindre modification.

S'agissant des demandes exprimées (valorisation d'un ou deux mois, modification des rubriques fonctions exercées, résultats obtenus, acquis de l'expérience professionnelle, tableau synoptique, appréciation générale), aucune n'a été satisfaite.

De plus, les « réserves » pour permettre aux débats d'avoir une utilité concrète étaient nulles pour la valorisation de deux mois. Dans ces conditions, le droit à recours local devient fictif pour ce type de demandes puisqu'aucune valorisation ne pouvait être attribuée dans le cadre de la Capl.

Nous nous sommes heurtés à une fin de non recevoir : **l'administration a balayé en totalité l'ensemble des arguments présentés.**

Représentants des personnels, nous sommes au service de nos collègues et nous nous attachons à défendre l'ensemble des dossiers de manière concrète, constructive.

Nous considérons que la reconnaissance effective de l'implication professionnelle est une attente légitime des personnels et qu'elle constitue l'enjeu « humain » du dispositif d'évaluation.

**Le signal donné par notre administration dans cette Capl est clair:
celui de l'illusion paritaire et du dialogue social virtuel.**

Transformer une Capl en chambre d'enregistrement est une grande première. Nous considérons qu'il s'agit là d'une marque de mépris envers les élus et les agents.

Nous tenons donc à exprimer unitairement notre désapprobation et demandons à l'administration de modifier son positionnement lors des prochaines instances.